



Organisation Mondiale des Personnes Handicapées
Organización Mundial de Personas con Discapacidad
Disabled Peoples' International
Europe

President Office
45, rue Riquet, Appt. 664
75019 Paris France
+33(0)612 929 053
chairperson@dpi-europe.org

NOTE DE SYNTHÈSE : ACCESSIBILITÉ ET RÉFORME DE LA COSP19

Date : 27 janvier 2026

1. Le Problème : Une crise de participation sans précédent

La 19e session de la Conférence des États parties (COSP19), prévue en juin 2026 à New York, risque de devenir l'événement le plus exclusif de l'histoire de la Convention (CDPH) en raison de deux obstacles majeurs imposés par l'État hôte :

- **Barrières Géographiques :** L'extension du "Travel Ban" et le gel des visas pour 75 pays empêchent de facto la participation des délégués du Sud Global (Afrique, Asie, Moyen-Orient).
- **Barrière de Santé ("Public Charge") :** Les nouvelles directives américaines de 2025 permettent de refuser un visa sur la base du coût médical présumé du handicap du demandeur, ce qui constitue une discrimination directe et systémique.

2. La Demande de DPI Europe

Face à l'impossibilité de garantir un forum inclusif à New York, DPI Europe, soutenu par son Conseil Mondial, demande :

- **La délocalisation immédiate de la COSP19** vers un centre onusien offrant des garanties de visas plus stables (Genève, Vienne ou Paris).
- **L'adoption d'un modèle d'itinérance annuelle** de la Conférence au sein des organisations inter-Étatiques régionales (Ligue Arabe, ANASE, OEA, Union Africaine).

3. Pourquoi soutenir cette initiative ?

Le soutien de la France à cette motion s'inscrit dans une triple logique :

- **Diplomatique :** Réaffirmer le rôle de la France comme leader du multilatéralisme inclusif et défenseure des droits humains face aux mesures unilatérales discriminatoires.
- **Économique :** Le transfert vers Genève ou Vienne réduirait les coûts de délégation (DSA) de **20 %** et éliminerait les pertes sèches liées aux refus de visas.
- **Stratégique :** L'itinérance renforcerait l'appropriation politique de la CDPH par les blocs régionaux, souvent déconnectés des processus se tenant exclusivement à New York.

4. Conclusion

Le slogan « Rien pour nous sans nous » est vidé de son sens si les personnes handicapées ne peuvent accéder physiquement à la table des négociations. Nous sollicitons l'appui de la France pour porter cette proposition de décentralisation démocratique auprès du Bureau de la COSP et du Secrétariat de l'ONU.